

VENTE SUR SUCCESSION VACANTE

**Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal
Judiciaire de LYON, Département du RHÔNE.**

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

**Le Juge de l'Exécution près le Tribunal judiciaire
de LYON, Département du RHÔNE, a tranché en
l'audience publique du**

La sentence d'adjudication suivante :

<p>CAHIER DES CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions</p>
--

**Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente
du Juge de l'Exécution près le Tribunal judiciaire
de LYON, au plus offrant des enchérisseurs, les
biens et droits immobiliers suivants situés sur la
commune de :**

➤ **Sur la commune de VENISSIEUX 69200 41 à 49 rue Léo Lagrange,**

Dans un ensemble immobilier en copropriété composé de :

- Cinq corps de bâtiments dits « 1 » « 2 » « 3 » « 4 » « 5 » portant respectivement les n° 41 à 49 sur la rue Léo Lagrange, élevés sur sous-sol, de rez de chaussée et 4 étages,
- Et hors bâtiment, 40 places de parkings individuels.

Cadastré :

SECTION	N°	LIEU DIT	CONTENANCE
BX	38	49 RUE LEO	00 ha 34 a
BX	39	LAGRANGE	60ca
BX	40	49 RUE LEO	00 ha 01 a
TOTAL		LAGRANGE	27ca
		49 RUE LEO	00 ha 00 a
		LAGRANGE	30ca
			00 ha 36 a
			17ca

Etant précisé que les biens immobiliers étaient anciennement cadastrés C 1976, C 2085, et C 2423. (PV de remaniement du 4 mars 2008 publié au SPF LYON 3 le 24 avril 2015 volume 2015P4162.).

Et précisez les lots suivants :

- **Lot 91** : un appartement de type F4 situé au rez de chaussée, côté Est du bâtiment « 5 » 49 rue Léo Lagrange d'une superficie de 71.23 m² environ,

Et les 124/6800èmes des parties communes générales de l'immeuble et de la propriété du sol.

- **Lot 90** : une cave située au sous-sol du bâtiment « 5 » 49 rue Léo Lagrange et portant le n°10

Et les 1/6800èmes des parties communes générales de l'immeuble et de la propriété du sol.

➤ **Etat description de division et règlement de copropriété :**

L'état descriptif de division-règlement de copropriété a été établi par Maître CHAINE, Notaire à LYON le 27 octobre 1970 dont une copie authentique a été publiée au SPF de LYON 3 le 23 novembre 1970 volume 418 n°1359.

Ledit règlement a été modifié :

- Suivant acte reçu par Maître CHAINE, Notaire à LYON le 28 février 1975 publié au SPF LYON 3 le 14 mars 1975 volume 2255 n°1793,
- Suivant acte reçu par Maître LEUFFLEN, Notaire à LYON le 20 septembre 2004, dont une copie authentique a été publiée au SPF LYON 3 le 17 novembre 2004, volume 2004P n°12612,
- Et attestation rectificative du 7 février 2005 publiée au SPF LYON 3 le 10 février 2005 volume 2005P n°1607.

Vendus aux requêtes, poursuites et diligences de :

Le **Service Gestion des Patrimoines Privés**, Pôle Missions Domaniales représenté par Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de RHONE ALPES et du Département du RHONE domicilié 3 rue de la Charité 69268 LYON CEDEX 2 désigné en qualité de curateur de la succession de **Madame x décédée le 3 mars 2018 à VENISSIEUX (69), désigné selon ordonnance du Président du TRIBUNAL JUDICIAIRE de LYON en date du 3 juin 2024.**

Ayant pour Avocat, **Maître Florence CHARVOLIN**, avocat associé de la SELARL ADK, du Barreau de LYON, Immeuble le Britannia Bât A 20 Boulevard Eugène Deruelle 69432 LYON CEDEX 03 laquelle se constitue sur la présente poursuite de vente.

En exécution d'une ordonnance du Président du TRIBUNAL JUDICIAIRE de LYON en date du 15 octobre 2025 dont le dispositif est le suivant :

Nous, *Emil NAWIT*

Stw - Président du TRIBUNAL JUDICIAIRE de LYON,

Vu la requête qui précède et les pièces jointes,
Vu les articles 810-3 du Code civil, 1271 à 1281, 1348 et 1349 du Code de procédure civile,

Vu l'avis du ministère public du *Adid Lar*

- **ORDONNONS** la communication de la présente requête au Ministère Public et **AUTORISONS** l'exposant à faire vendre les biens et droits immobiliers dont s'agit, dans les formes prescrites au titre de la vente des biens des mineurs, à l'audience des Criées du Tribunal Judiciaire LYON, aux enchères publiques par le **Ministère de Maître Florence CHARVOLIN Avocat au Barreau de LYON** y demeurant Immeuble le Britannia, 20 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON.
- **AUTORISONS** la vente aux enchères publiques en un lot du bien immobilier dépendant de la succession de **Madame I**.
- > **Sur la commune de VENISSIEUX 69200 41 à 49 rue Léo Lagrange,**

Dans un ensemble immobilier en copropriété composé de :

- Cinq corps de bâtiments dits « 1 » « 2 » « 3 » « 4 » « 5 » portant respectivement les n° 41 à 49 sur la rue Léo Lagrange, élevés sur sous-sol, de rez de chaussée et 4 étages,
- Et hors bâtiment, 40 places de parkings individuels.

Cadastré :

SECTION	N°	LIEU DIT	CONTENANCE
BX	38	49 RUE LEO LAGRANGE	00ha 34a 60ca
BX	39	49 RUE LEO LAGRANGE	00ha 01a 27ca
BX	40	49 RUE LEO LAGRANGE	00ha 00a 30ca
TOTAL			00ha 36a 17ca

Etant précisé que les biens immobiliers étaient anciennement cadastrés C 1976, C 2085, et C 2423. (PV de remaniement du 4 mars 2008 publié au SPF LYON 3 le 24 avril 2015 volume 2015P4162.).

Et précisément les lots suivants :

- **Lot 91** : un appartement de type F4 situé au rez de chaussée, côté Est du bâtiment « 5 » 49 rue Léo Lagrange d'une superficie de 71,23 m² environ, Et les 124/6800èmes des parties communes générales de l'immeuble et de la propriété du sol.

- **Lot 90** : une cave située au sous-sol du bâtiment « 5 » 49 rue Léo Lagrange et portant le n°10
Et les 1/6800èmes des parties communes générales de l'immeuble et de la propriété du sol.

- aux conditions fixées par le cahier des charges qui sera déposé par **Maître Florence CHARVOLIN Avocat au Barreau de LYON, sur la mise à prix de 30.000,00 €.**

- **DESIGNONS** tout Commissaire de justice compétent, et l'**AUTORISONS** à pénétrer pour ce faire dans les lieux aux fins de dresser le procès-verbal descriptif et réaliser les diagnostics immobiliers et au besoin les réactualiser, accompagné si besoin est d'un serrurier ainsi que dans les conditions et par les personnes visées à l'article L 322-2 du CPCE et L 142-1 du CPCE, ou à défaut de recourir à la Force Publique,

- **FIXONS LES MODALITES DE PUBLICITE ET DE VISITE PREALABLE A L'ADJUDICATION COMME SUIT :**

- ACCOMPLIR les mesures de publicité dans les formes prévues par les articles R 322-30 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution,

- DIRE que l'avis simplifié comportera également une désignation sommaire du bien mis en vente ainsi que l'indication du nom de l'avocat poursuivant (R 322-32 du Code des procédures civiles d'exécution)

- PRECISER sur ces avis les dates, heures et lieux de la visite ;

- AJOUTER aux publicités légalement prévues la publication sur les sites Internet qu'il plaira au Juge de désigner et adk-avocats.fr,

- AUTORISER tout Commissaire de justice compétent, afin de permettre aux éventuels acquéreurs d'être parfaitement renseignés sur la nature et la consistance des biens et droits immobiliers vendus, à organiser la visite de ces derniers dans les quinze jours précédant l'adjudication, l'huissier pouvant se faire assister si besoin est de deux témoins, d'un serrurier et de la force publique.

- **AUTORISONS** tout Commissaire de justice compétent, afin de permettre aux éventuels acquéreurs d'être parfaitement renseignés sur la nature et la consistance des biens et droits immobiliers vendus, à organiser la visite de ces derniers dans les quinze jours précédant l'adjudication, l'huissier pouvant se faire assister si besoin est de deux témoins, d'un serrurier et de la force publique.

- **DISONNS** que les frais de la vente seront soumis à la taxe du JUGE DE L'EXECUTION et seront à la charge de l'adjudicataire.

- **DISONNS** que les dépens seront employés en frais privilégiés de partage et de vente avec distraction au profit de Maître Florence CHARVOLIN, Avocat, avec droit de recouvrement direct conformément à l'article 699 du Code de procédure civile.

Fait à LYON, le 15/10/25

En notre Cabinet
Au Palais de Justice

Erick **MAGNIEF**



En application de l'article 495
du code de procédure civile,
la présente ordonnance
est exécutoire au seul vu de la minute.

7

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal judiciaire de LYON en un seul lot, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit dans l'ordonnance :

➤ **Sur la commune de VENISSIEUX 69200 41 à 49 rue Léo Lagrange,**

Dans un ensemble immobilier en copropriété dénommé « LA CHAUMINE » composé de :

- Cinq corps de bâtiments dits « 1 » « 2 » « 3 » « 4 » « 5 » portant respectivement les n° 41 à 49 sur la rue Léo Lagrange, élevés sur sous-sol, de rez de chaussée et 4 étages,

- Et hors bâtiment, 40 places de parkings individuels.

Cadastré :

SECTION	N°	LIEU DIT	CONTENANCE
BX	38	49 RUE LEO	00 ha 34 a
BX	39	LAGRANGE	60ca
BX	40	49 RUE LEO	00 ha 01 a
TOTAL		LAGRANGE	27ca
		49 RUE LEO	00 ha 00 a
		LAGRANGE	30ca
			00 ha 36 a
			17ca

Etant précisé que les biens immobiliers étaient anciennement cadastrés C 1976, C 2085, et C 2423. (PV de remaniement du 4 mars 2008 publié au SPF LYON 3 le 24 avril 2015 volume 2015P4162.)

Et précisément les lots suivants au 49 rue Léo Lagrange:

- **Lot 91** : un appartement de type F4 situé au rez de chaussée, côté Est du bâtiment « 5 » 49 rue Léo Lagrange d'une superficie de 71.23 m² environ,

Et les 124/6800èmes des parties communes générales de l'immeuble et de la propriété du sol.

- **Lot 90** : une cave située au sous-sol du bâtiment « 5 » 49 rue Léo Lagrange et portant le n°10

Et les 1/6800èmes des parties communes générales de l'immeuble et de la propriété du sol.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

➤ **Règlement de copropriété et état descriptif de division :**

L'état descriptif de division-règlement de copropriété a été établi par Maître CHAINE, Notaire à LYON le 27 octobre 1970 dont une copie authentique a été publiée au SPF de

LYON 3 le 23 novembre 1970 volume 418
n°1359.

Ledit règlement a été modifié :

- Suivant acte reçu par Maître CHAINE, Notaire
à LYON le 28 février 1975 publié au SPF LYON 3
le 14 mars 1975 volume 2255 n°1793,

- Suivant acte reçu par Maître LEUFFLEN,
Notaire à LYON le 20 septembre 2004, dont une
copie authentique a été publiée au SPF LYON 3
le 17 novembre 2004, volume 2004P n°12612,

- Et attestation rectificative du 7 février 2005
publiée au SPF LYON 3 le 10 février 2005
volume 2005P n°1607.

**Il convient de se reporter pour de plus amples
informations à l'article « observations et
prescriptions particulières ».**

RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT

**des immeubles récemment construits (C.G.I. Ann.
II, art. 258)**

1970.

ORIGINE DE PROPRIETE

Madame [REDACTED] était propriétaire des
biens mentionnés pour les avoir acquis en pleine
propriété selon acte authentique du 18 mars 2010,
reçu par Maître Fabien CERON notaire associé de la
SCP « Nadine COLOMB, Alain DEMONTES et Fabien
CERON » titulaire d'un office notarial à ST GENIS
LAVAL, publié au SPF de LYON 3 le 8 avril 2010
volume 2010 P n°4297, de Monsieur xx

SYNDIC

Le Syndicat des Copropriétaires est représenté par le
cabinet PERON PATRIMOINE 43 Boulevard des
Castors 69005 LYON.

OCCUPATION

Les biens sont libres.

CLAUSES SPECIALES

A/ VENTE DANS UN IMMEUBLE EN COPROPRIETE

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, il est rappelé qu'en conformité avec le décret N° 67-223 du 17 Mars 1967, art. 6, l'adjudicataire est tenu de notifier au syndic dès que la sentence d'adjudication sera définitive, par lettre recommandée avec avis de réception (article 63 du Décret), la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur et le cas échéant, le mandataire commun, si cette adjudication est faite au profit de plusieurs personnes ayant constitué une société propriétaire.

Toutes les stipulations du règlement de copropriété et, le cas échéant, de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire, même en cas de divergence avec les stipulations du présent cahier des charges.

Indépendamment de la notification ci-dessus, l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 Juillet 1965 (modifié par la loi 94-624 du 21 Juillet 1994) et l'article 5-1 du décret n°67-223 du 17/03/1967 devra être notifié au syndic de copropriété sous la responsabilité de l'Avocat poursuivant.

Cette notification devra intervenir dès la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'Avocat ayant poursuivi la vente.

B/ RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

DROIT DE PREEMPTION :

Droit de préemption urbain SIMPLE

NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN :

Le bien est situé en zone URc1a selon PLU-H approuvé le 13/05/19 (modification n°4 du 16/12/2024 - maj du 30/05/2025)

NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Néant

L'acquéreur fera son affaire des éventuelles servitudes d'utilité publique.

SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES

- Est concerné par une délibération instaurant une déclaration préalable pour tous travaux d'édification de clôtures
- Est concerné par une délibération instaurant une déclaration préalable pour tous travaux de ravalement de façades des immeubles.

L'acquéreur fera son affaire des éventuelles servitudes d'urbanismes particulières.

OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Environnement :

- Est concerné par des prescriptions découlant du Plan de protection de l'atmosphère (PPA)
- Est concerné par un périmètre de production des risques d'inondation par ruissellement : Prioritaire

Observations, prescriptions particulières et autres :

- Le territoire de la Métropole de Lyon est soumis au Règlement Local de Publicité
- Est concerné par un réseau de chaleur : Raccordement obligatoire au réseau de chaleur
- Est situé dans une zone de sismicité : Modérée (3)
- Est situé dans une zone à potentiel Radon : Zone 1 (faible)
- A voté la taxe communale forfaitaire sur les cessions de terrains nus (art.1529 du CGI)
- Est situé dans une zone de retrait-gonflement des sols argileux : Aléa faible.

C/ DESCRIPTIF DU BIEN

Suivant procès-verbal de description du 25 novembre 2025 dressé par Maître Alain MULLER, Commissaire de Justice à LYON, les biens vendus sont décrits de la façon suivante :

L'accès s'effectue par la partie arrière de l'immeuble.

Tout l'appartement a été inondé par des refoulements des eaux vannes.

Il est composé d'une entrée, un séjour avec fenêtre sur la rue Léo Lagrange, une cuisine avec fenêtre sur l'arrière du bâtiment, une loggia sur l'arrière du bâtiment, une chambre avec fenêtre sur la rue Léo Lagrange, une chambre avec fenêtre sur la rue Léo Lagrange, une chambre avec fenêtre sur l'arrière, une salle de bains, un WC.

D/ SUPERFICIE

1°) Copropriété : biens soumis à la loi Carrez :

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 Décembre 1996 et du décret 97-532 du 23 Mai 1997 et selon mesures établies par le Cabinet DIRECT EXPERTISE le 8 décembre 2025, la superficie Loi Carrez est **71,70 m²**.

2°) Autres biens non soumis à la Loi Carrez :

Loggia : 2,43 m²

E/ DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Il conviendra de se reporter au dossier de diagnostics techniques de la société DIRECT EXPERTISE établi le 8 décembre 2025.

F/ AUTRES CLAUSES

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant et le service de gestion des Patrimoines privés ès qualité de curateur à la succession vacante de Madame xxx à l'aide de renseignements qu'ils ont pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, ils ne pourront être recherchés à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1° du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué, au bénéfice de la commune, un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi. Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le code de l'urbanisme en matière de droit de préemption urbain, en cas de vente par adjudication lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement.

La commune peut déléguer ce droit, dans les conditions définies à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme, à un office public de l'habitat.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente des biens immobiliers régis par les articles L311-1 à L334-1 et R311-1 à R334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Le présent cahier des ventes constitue un contrat judiciaire auquel sont tenus les candidats adjudicataires, l'ensemble des parties et leur conseil.

La vente aura lieu aux clauses et conditions suivantes :

L'audience d'adjudication aura lieu le :

Jeudi 11 Juin 2026 à 13 heures 30 salle 5

**Juge de l'exécution
du Tribunal judiciaire de LYON
NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE
67 Rue Servient 69003 LYON**

L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la mise à prix ci-après indiquée :

**20 000.00 EUROS
(Vingt mille euros)**

outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

La mise à prix a été fixée le TRIBUNAL JUDICIAIRE de LYON dans son ordonnance du 15 Octobre 2025 outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de la vente.

Extrait du règlement intérieur national de la profession d'avocat.

Article 12 – Déontologie et pratique de l'avocat en matière de ventes judiciaires

(Modifié par DCN n°2008-002, AG du CNB du 12-12-2008, Publiée au JO par Décision du 24-04-2009 - JO 12 mai 2009, Modifié par DCN n° 2018-002, AG du CNB des 16 et 17-11-2018, Publiée au JO par Décision du 13 février 2019 – JO du 7 mars 2019)

12.1 Dispositions communes :

L'avocat amené à rédiger un cahier des conditions de vente (saisie immobilière) ou un cahier des charges et conditions de vente (licitation), ou en matière de liquidation judiciaire, en vue de son dépôt au greffe, doit utiliser les clauses type ci-après annexées portant dispositions générales pour ces actes, sous réserve d'une modification qui serait nécessitée par une particularité tenant à la nature de l'affaire, le statut des parties, ou la situation des biens.

12.2 Enchères :

L'avocat doit s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

L'avocat ne peut porter d'enchères pour des personnes qui sont en conflit d'intérêts.

L'avocat ne peut notamment porter d'enchères pour un même bien pour le compte de plusieurs mandants.

Lorsqu'un avocat s'est rendu adjudicataire pour le compte d'une personne, il ne peut accepter de former une surenchère au nom d'une autre personne sur cette adjudication, à défaut d'accord écrit de l'adjudicataire initial.

En cas d'adjudication d'un lot en copropriété ou dépendant d'une Association syndicale libre, il appartient à l'avocat poursuivant de le notifier au syndic de copropriété ou au gérant de l'Association syndicale libre.

Chapitre I

Dispositions générales

ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des charges et conditions de la vente s'applique à une vente sur adjudication ordonnée par le tribunal dans le cadre général des dispositions des articles 1271 à 1281 du Code de procédure civile et de celles du Code des procédures civiles d'exécution.

ARTICLE 2 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre les parties pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre. L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit. En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 3 – BAUX ET LOCATIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 4 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution et assimilés conformément à la loi s'imposeront à l'acquéreur. Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des charges et conditions de vente. La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance. L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente. En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit aux vendeurs à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 6 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre le poursuivant, l'avocat rédacteur ou les vendeurs.

Chapitre II – Enchères

ARTICLE 7 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie. Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir, auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 8 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros. La caution ou le chèque lui est restituée, faute d'être déclaré acquéreur. En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restituée en l'absence de contestation de la surenchère. Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 9 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée. La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée. La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant. En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder. L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère. L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères. Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 10 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant, d'un créancier inscrit ou des parties, aux conditions de la première vente. Si le prix de la nouvelle vente est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution. L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier. En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées. Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux vendeurs. L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III – Vente

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi. L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien. Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 12 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant.

ARTICLE 13 – VERSEMENT DU PRIX DE VENTE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu. Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt. Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication. Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier. La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit des parties, à compter de l'encaissement du prix jusqu'au paiement des sommes distribuées. En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

ARTICLE 14 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant la vente, en sus du prix de vente et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable. Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du tribunal qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente. Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de

poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 15 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire. Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 16 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente.

Chapitre IV – Dispositions postérieures à la vente

ARTICLE 17 – OBTENTION DU TITRE DE VENTE

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et de le faire signifier, dans le mois de sa délivrance et à ses frais, aux parties vendeuses, et aux autres parties éventuellement constituées, au cabinet de leur avocat, à domicile élu ou, à défaut, à domicile réel. Faute par lui de satisfaire à cette condition, les vendeurs pourront se faire délivrer par le greffe du tribunal le titre de vente, aux frais de l'acquéreur, trois jours après une sommation d'avoir à justifier de l'exécution des clauses et conditions du cahier des conditions de vente.

ARTICLE 18 – PUBLICATION

Dans le mois de la délivrance du titre de vente, l'avocat de l'acquéreur sera tenu, en se conformant aux prescriptions de la loi, de publier le titre de vente au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, aux frais de l'acquéreur et à peine de réitération des enchères. A défaut de l'accomplissement des formalités prévues au paragraphe précédent dans le délai imparti, les avocats des vendeurs ou des créanciers pourront, sauf à se régler entre eux, procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur. A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par la loi ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur, par acte du Palais ; lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification, à peine de réitération des enchères, celle-ci ne pouvant être arrêtée que par leur remboursement.

ARTICLE 19 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente n'entrera néanmoins en jouissance : a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, qu'à l'expiration du délai de surenchère et, en cas de surenchère, que le jour de la vente définitive ; b) Si l'immeuble est loué en totalité, par la perception des loyers ou fermages, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra cette vente, et, en cas de surenchère, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra la vente définitive ; c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues. La présente clause s'applique à la surenchère faite par un créancier inscrit, dans les termes des articles 2480 du Code civil et 1281-14 du Code de procédure civile, sauf à lui, à se régler avec l'acquéreur dépossédé en ce qui touche les fruits par lui perçus.

ARTICLE 20 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente. Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente. En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 21 – TITRES DE PROPRIETE

Le titre de vente consiste dans l'expédition du présent cahier des charges et conditions de la vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement constatant la vente. Pour les titres antérieurs, l'acquéreur est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

ARTICLE 22 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La vente sur licitation n'emporte pas purge de plein droit des inscriptions hypothécaires grevant l'immeuble. S'il y a lieu de purger les inscriptions hypothécaires parce que le prix de vente est insuffisant pour les régler toutes, le coût de la procédure de purge sera à la charge de l'acquéreur. Sauf surenchère d'un créancier inscrit, les frais de radiation des inscriptions ainsi purgées sont avancés par l'acquéreur mais lui seront remboursés, dans le cadre de la distribution du prix, par priorité et au bénéfice du privilège accordé aux frais de justice par l'article 2375-1 du code civil.

ARTICLE 23 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le juge délégué par le tribunal pour recevoir les enchères devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à la rédaction du présent cahier des charges et au déroulement des enchères. Le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à l'exécution de la vente et à ses suites, quels que soient la nature desdites contestations et le lieu du domicile des parties intéressées.

Chapitre V – Clauses spécifiques

ARTICLE 24 – IMMEUBLE EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65- 557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994). Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant. L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 25 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devrait notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 ; cette notification doit être faite dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 26 – CLAUSE D'ATTRIBUTION

Quand la décision qui a ordonné la vente aux enchères aura expressément autorisé l'insertion de la présente clause dans le cahier des charges et conditions de la vente, le colicitant adjudicataire qui voudra en bénéficier en fera mention dans sa déclaration d'adjudication. En ce cas, cette déclaration vaudra engagement de sa part de se voir attribuer l'immeuble, et de la part des autres colicitants de le lui attribuer, dans le partage définitif pour la somme indiquée au jugement d'adjudication et d'en faire remonter les effets au jour fixé pour l'entrée en jouissance. En ce cas, le colicitant adjudicataire sera redevable du prix de l'immeuble dans le cadre du partage définitif, sous déduction de sa part dans la succession et sous réserve des droits des créanciers.

ARTICLE 27 – CLAUSE DE SUBSTITUTION

En cas de vente de droits indivis, comme en cas de licitation de biens indivis avec l'accord de tous les indivisaires ou à défaut de contestation de la présente clause, chaque indivisaire peut se substituer à l'acquéreur dans un délai d'un mois à compter de l'adjudication par déclaration au greffe du tribunal ayant constaté la vente.

**Ainsi fait et dressé par
Maître Florence CHARVOLIN
AVOCAT**

A LYON

Le 9 février 2026.

ANNEXES PROCEDURALES

1. Ordonnance du TRIBUNAL JUDICIAIRE de LYON du 15 octobre 2025.
2. Renseignements Hypothécaires sur publication de l'ordonnance.
3. Procès-verbal descriptif du 25 novembre 2025

ANNEXES DOCUMENTAIRES

1. Matrice cadastrale
2. Renseignements hypothécaires
3. Acte d'acquisition
4. Renseignements d'urbanisme
5. Diagnostics techniques du 08/12/2025
6. Ordonnance de curatelle à succession vacante du 03/06/2024
7. Appel de fonds du Syndic du 12/12/2024